

Allocution de Monsieur Ali HADDAD
Président du Forum des Chefs d'Entreprise

4^{ème} édition de l'Université d'été du FCE

Du 05 au 07 octobre 2018, El OUED

**Monsieur le Secrétaire Général de la wilaya d'El-Oued,
Monsieur le Président de l'APW,
Mesdames et Messieurs les élus,
Messieurs les Présidents des organisations patronales,
Chers collègues chefs d'entreprises,
Chers amis de la presse,
Honorable assistance,**

Bonjour à toutes et à tous,

Je vous souhaite la bienvenue et vous remercie de nous honorer de votre présence à la 4^{ème} édition de l'Université du FCE pour partager avec nous ces moments que nous souhaitons riches en débat, en partage et en réflexion constructive.

Je tiens à remercier particulièrement et en votre nom les autorités et la population d'El Oued, à leur tête M. le Wali (qui s'est excusé de ne pouvoir être parmi nous en raison de ses obligations officielles à l'étranger), Monsieur le Secrétaire général, les membres de l'exécutif ainsi que les élus de la wilaya, pour leur chaleureux accueil ; la population d'El Oued étant connue pour son hospitalité et ses valeurs de bienséance.

Vous avez confirmé l'hospitalité légendaire de nos frères et sœurs du Sud du pays auxquels je rends un très grand hommage.

Le Forum des Chefs d'Entreprise a décidé de localiser, chaque année, son université dans une des villes de notre vaste Pays. Après Tlemcen, Constantine et Alger, nous avons opté pour la ville d'El Oued. Ce choix n'est pas fortuit et repose sur plusieurs considérations.

D'abord, pour marquer la dimension nationale de notre organisation, ensuite pour mettre en valeur le potentiel dont dispose cette wilaya en terme d'opportunités économiques et

d'investissement et enfin pour être au plus près des préoccupations des opérateurs de cette région importante du pays qui est le sud.

Cette quatrième édition de l'Université d'été se veut celle des évaluations de l'action du FCE mais aussi de l'environnement de l'entreprise pour une meilleure mobilisation des forces de la Nation afin de contribuer à réaliser les grandes ambitions de développement socioéconomique de l'Algérie.

Pour ce faire, nous avons besoin de faire le point sur ce qui a déjà été réalisé, de valoriser les acquis et d'identifier les insuffisances pour mieux rebondir et ajuster nos actions futures.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais m'adresser aux partenaires pour leur dire combien nous sommes honorés et fiers d'avoir contribué à leur côté au dialogue social permanent qui a permis à notre pays de traverser dans la quiétude et la stabilité les soubresauts de cette phase historique cruciale.

Un dialogue social qui a connu un moment culminant, avec la signature du Pacte Economique et Social de Croissance.

Sous la direction de Son Excellence le Président de la République Monsieur Abdelaziz Bouteflika, le pays a accompli des réalisations et des progrès considérables.

Du rétablissement de la paix et de la sécurité à la stabilité retrouvée aux grandes réalisations infrastructurelles et économiques. Le pays dispose, aujourd'hui, des atouts qui lui permettent d'entrevoir son avenir et son insertion avantageuse dans l'économie mondiale.

Le défi pour notre pays est celui de réussir sa diversification économique en l'inscrivant de plein pied dans les économies de demain celles de l'après-pétrole. Cette diversification doit cibler à réduire la forte propension à l'importation, conquérir des

marchés à l'export et encourager l'investissement national productif.

Au-delà de la mobilisation des acteurs et des moyens, cette perspective requière des réformes audacieuses et une ouverture plus affirmée de son économie.

Son Excellence le Président de la République Monsieur Abdelaziz Bouteflika, vient de le rappeler à l'occasion de la dernière réunion du Conseil des Ministres en soulignant que : *« nous devons approfondir les réformes déjà engagées dans tous les secteurs. Ces réformes garantiront une justice sociale toujours intense mais aussi plus transparente, plus efficace et plus équitable. Elles devront garantir aussi un service public davantage allégé des lourdeurs bureaucratiques. Elles devront promouvoir enfin, une décentralisation plus effective, permettant d'améliorer l'écoute, le dialogue et les solutions de la part des pouvoirs publics face aux attentes des citoyens »*. Le Chef de l'Etat poursuit : *« Dans le même temps, la valorisation des richesses nationales, l'offre d'emplois, et la promotion des exportations hors hydrocarbures devront avancer de pair et de manière plus soutenue encore, avec le concours des investisseurs locaux et de nos partenaires étrangers, ce qui interpelle le Gouvernement pour poursuivre et accélérer l'amélioration du climat des affaires dans le pays »*.

Nous sommes bien conscients des grands efforts engagés pour créer un environnement favorable pouvant porter de telles ambitions.

A ce titre et au plan économique, la Constitution révisée en Février 2016 nous offre l'ancrage pour engager les réformes les plus approfondies et les plus innovantes. Elle constitue un véritable plan d'action, dont les dispositions appellent à être traduites dans la législation en mesures favorisant l'épanouissement économique.

L'article 43 de la constitution est à lui seul un programme qui consacre de manière solennelle la liberté d'investissement et de commerce et met à la charge de l'État d'œuvrer « à améliorer le climat des affaires » et à encourager « sans discrimination, l'épanouissement des entreprises au service du développement économique national ».

Le volet prioritaire auquel il faudrait s'attaquer en toute urgence est celui du climat des affaires afin de l'assainir des lourdeurs et pratiques bureaucratiques qui pèsent sur le monde de l'entreprise.

De profondes réformes doivent être engagées afin de simplifier l'environnement fiscal, administratif et bancaire de l'entreprise et améliorer les conditions d'accès au foncier.

Le Forum des Chefs d'Entreprise est prêt à apporter, sans ménagement, sa contribution à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de ce plan d'action.

En second lieu et en corollaire de l'assainissement du climat des affaires, une dynamique entrepreneuriale devra être engagée et encouragée.

L'accélération du rythme de création des entreprises est sans conteste l'enjeu fondamental et crucial des prochaines années. Ce n'est pas un choix dont il s'agit mais un impératif qu'il faudrait réaliser pour garantir la diversification de notre économie.

L'Algérie doit créer dans les quelques prochaines années des centaines de milliers d'entreprises.

Mesdames et Messieurs,

Nous devrions assimiler que les économies de demain et de l'après pétrole ne s'accommodent d'aucune hésitation bureaucratique.

Pour vous donner la dimension du challenge qu'il nous faut assumer. De 2014 à 2018, moins de 200 000 entreprises ont été créées en Algérie alors que plus de 64 000 entreprises ont été créées en France rien qu'au mois de janvier 2018.

Ces chiffres doivent nous interpeller surtout que ce n'est pas les opportunités d'investissement qui manquent dans notre pays.

En visitant nos villes et territoires, on peut constater l'énorme potentiel d'opportunités qu'ils recèlent dans l'agriculture, le tourisme, l'industrie, les transitions énergétique et écologique, la gestion des déchets, la rénovation du bâti et du cadre de vie, l'embellissement de nos villes et la réalisation d'aires d'attraction et de loisirs.

L'émergence de la dynamique entrepreneuriale dans le Sud du pays constitue l'élément révélateur de l'étendue du potentiel hors hydrocarbure à explorer. A ce titre, l'expérience de la région d'El-Oued dans les domaines de l'agriculture et du tourisme en constitue l'exemple et la fierté.

En troisième lieu, notre pays doit donner à l'adresse des opérateurs économiques nationaux et étrangers des signaux forts d'ouverture de son économie. A l'exception des industries militaires, les autres secteurs doivent être ouverts, sans a priori, à l'investissement privé. C'est un gage d'amélioration incontestable du climat de l'investissement et un impératif pour renforcer l'attractivité économique de l'Algérie.

Grâce à la politique menée et conduite par Son Excellence le Président de la République Monsieur Abdelaziz Bouteflika, le paysage économique national a fait émerger des entreprises privées leaders, ayant gagné en maturité. Elles disposent de capacités à même de leur permettre de prétendre légitimement investir plusieurs domaines d'activité.

En quatrième lieu, dans la phase actuelle nous devrions poursuivre les efforts de soutien à la production nationale et d'accompagnement de nos entreprises notamment les PME.

Enfin, l'investissement public nécessite la diversification des sources de financement à travers le renforcement du Partenariat Public Privé.

Au-delà du volet financier, l'introduction intelligente et bien étudiée du dispositif du Partenariat Public Privé est de nature à apporter plus d'efficacité dans la gestion et la conduite des projets de réalisation des infrastructures et des équipements de services publics.

De même qu'en termes de partenariat sociétaire, le processus de modernisation des entreprises publiques devra se poursuivre en les encourageant à aller vers des partenariats pour gagner en efficacité managériale et acquérir le savoir-faire technologique.

Je ne voudrais pas m'arrêter là, sans évoquer la question qui me tient particulièrement à cœur. Celle du rôle et de la place de notre diaspora.

Notre communauté à l'étranger est une partie intégrante et indéfectible de notre nation.

Elle recèle un potentiel important de ressources humaines de haute qualité et financières en direction de laquelle nous lançons un appel fort pour la promotion de nouveaux projets à grande valeur ajoutée économique et technologique.

Il est donc plus que nécessaire de développer en sa direction une démarche volontaire traduite en décisions concrètes pour garantir un meilleur apport au développement du pays.

Mesdames et Messieurs,

Le Forum des Chefs d'entreprise a toujours plaidé et œuvré pour un environnement des affaires propice au développement de l'entreprise, moteur d'une croissance sûre et durable et source de progrès et de prospérité.

A travers votre présence, je ne peux m'empêcher de croire d'avantage, que nous sommes plus que jamais prêts à relever de tels défis.

Je m'adresse plus particulièrement aux plus jeunes parmi nous, vous les témoins du monde nouveau, les leaders de demain et qui avez la responsabilité de porter cette ambition encore plus haut.

De nouveaux acteurs entrent en jeu dans le sillage de ces évolutions, les startups qui sont porteuses d'innombrables solutions aux contraintes d'utilisateurs divers.

Dans ce contexte, notre responsabilité est de participer à accompagner cette nouvelle dynamique.

Dans cette optique, le FCE a créé son incubateur pour accueillir et accompagner les jeunes porteurs de projets.

Mesdames et Messieurs,

Pour revenir à l'évènement d'aujourd'hui, nous avons opté pour des thématiques qui sont au cœur de ce que nous venons d'évoquer. Je vous invite, pendant ces travaux à engager des débats fructueux.

Il nous faut travailler davantage à promouvoir les ressources humaines. Les métiers de demain ne seront plus ceux d'aujourd'hui, en raison de l'innovation, du développement du numérique et du digital et de l'intelligence artificielle.

L'entreprise algérienne ne peut rester à l'écart de ces évolutions. Elle doit y trouver sa place en acceptant de faire l'effort de s'approprier et de valoriser son capital humain, diversifier ses compétences, promouvoir ses fonctions de veille et d'intelligence économique.

Ces problématiques n'épuisent pas tous les thèmes inscrits à l'indicatif de nos travaux. Des panels sont dédiés aux énergies nouvelles et au développement local, car c'est dans les territoires que se joue la véritable bataille de la croissance et de l'emploi.

Mesdames et Messieurs,

Le FCE met encore une fois à l'honneur des sujets que nous estimons importants pour impulser la prospérité économique à laquelle nous aspirons tous : l'énergie, les technologies de pointes, le capital humain et le développement territorial.

Il est vital pour nous tous de considérer cette situation avec lucidité, avec objectivité, en dehors de tout dogmatisme et de prendre les résolutions qui s'imposent à nous tous.

C'est ce discours de vérité, d'espoir et tourné vers l'avenir que nous tenons dans les forums que nous organisons pour la promotion de l'attractivité de notre pays à l'image de celui tenu récemment, à Paris, avec le Journal « Les Echos ».

Nous sommes appelés à bâtir, tous ensemble, l'Algérie nouvelle ; une Algérie nouvelle, de travail et de progrès économique attendue au niveau international et surtout Africain pour apporter sa contribution de manière plus efficiente.

C'est dans cet esprit de collaboration, de persévérance et de concertation que je souhaite voir se dérouler cette quatrième édition de l'Université du FCE dont j'annonce solennellement l'ouverture des travaux.

Je vous remercie pour votre attention